

## Rapport sur le Séminaire d'été de Kampala

Mise à profit et renforcement des relations des survivant-e-s

Ce Séminaire d'été de 5 jours a fait appel à une approche novatrice menée par les survivant-e-s pour comprendre les relations hommes-femmes en contexte coercitif. Pendant les deux premières journées, 12 survivant-e-s d'enlèvements, d'enrôlements et de « mariages » forcés en temps de guerre ont été réunis en séances fermées (leur identité a été tenue confidentielle). Les trois jours suivants étaient ouverts au public. La première journée du Séminaire d'été, 6 survivants et 6 survivantes se sont réunis séparément pour parler de leurs expériences pendant la guerre et dans la vie après le conflit, relevant la diversité des relations qui se forment en contexte coercitif, voir comment ils/elles avaient tissé des liens d'interdépendance pour survivre et reconnaître, en même temps, la précarité et souvent la violence de ces relations.



De gauche à droite : Dr. Sam Dubal, Dr. Chris Dolan (directeur du Refugee Law Project) et David Onen (candidat à la maîtrise)

La deuxième journée, les groupes d'hommes et de femmes se sont réunis pour revoir leurs discussions avant d'échanger et de comparer les différences dans leur expérience pendant et après la guerre. Les groupes de survivantes et de survivants ont tenu une discussion particulièrement centrée sur la ségrégation survenue dans la vie après le conflit entre les hommes et les femmes partant de la perception selon laquelle tous les hommes sont agresseurs (même si plusieurs ont été enlevés en bas âge) et les femmes et les enfants sont plus vulnérables que les hommes. Si les expériences de violence sexuelle et fondée sur le genre vécues par les femmes ont fait l'objet d'une grande attention grâce à des études, aux médias et aux efforts en matière de politiques, on en sait moins sur la violence subie par les hommes en temps de conflit, et notamment sur la manière dont les hommes vivent les vulnérabilités sexuelles et fondées sur le genre et les relations forcées. En conséquence, rares sont les interventions destinées et accessibles aux hommes.

Nous en savons aussi très peu en ce qui concerne les questions de consentement et la diversité des relations qui ont

évolué avec le temps pendant la guerre. Les survivant-e-s ont discuté des différentes façons dont des relations étroites ont été cultivées, à l'extérieur des relations forcées, notamment des liens développés à travers l'entraide et des expériences similaires qui ont perduré durant la période post-conflit.

Les survivant-e-s ont commencé la troisième journée en présentant leurs constats à des universitaires de différentes disciplines (droit, politique, histoire, psychologie et études du développement), des prestataires de services humanitaires qui travaillent avec des survivant-e-s de violence sexuelle et fondée sur le genre en temps de guerre au Rwanda, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Nigeria, en Sierra Leone et au Libéria, des journalistes de l'Ouganda et du Kenya, des documentaristes de l'Ouganda et du Royaume-Uni et des activistes et responsables de politiques de l'Ouganda. Pendant les trois autres journées, les discussions en plénière ont porté sur les précédents historiques, la justice et les réparations, les enfants nés de la guerre et des concepts centraux. Les discussions ont tourné autour des réflexions d'hommes et de femmes qui ont fait l'objet d'enlèvements, d'enrôlements et de relations forcées en temps de guerre.

Des participants masculins ont discuté de la nécessité de plaider pour une participation inclusive des hommes et des femmes dans les interventions d'après-conflit, qui sont actuellement surtout axées sur les femmes et les enfants. Les initiatives de génération de revenus, de santé et de plaidoyer ont tendance à exclure les hommes, supposant souvent que ceux-ci ont plus facilement accès aux ressources telles que la terre. Certains participants ont expliqué qu'eux aussi se voyaient parfois refuser des terres et des possibilités d'intégrer l'économie formelle en raison de la stigmatisation sociale. Des participantes ont aussi fait état de difficultés liées à la stigmatisation et au rejet : ne pouvant pas hériter de terres ni se remarier, elles étaient souvent forcées à chercher du travail dans des secteurs mal rémunérés et d'élever leurs enfants



Des participants ont partagé des expériences semblables de stigmatisation, où leur mariage a aussi été soit interrompu par la famille d'une femme qui les

rejetait en raison de leur passé ou annulé parce qu'ils ne pouvaient pas répondre aux attentes liées à leur genre voulant qu'ils soient les pourvoyeurs de la famille pour avoir passé des années sans emploi ni possibilité d'étudier. Les hommes aussi bien que les femmes ont parlé de problèmes de santé particuliers à leur situation pendant la période suivant le conflit,

ECtG Infolettre numéro 3 | mai 2017

tels que la surdité de leurs enfants (qui étaient exposés à des bruits intenses pendant les batailles aux premiers stades de leur développement), des douleurs causées par des balles ou des éclats d'obus restés dans leur corps, des handicaps et des troubles sexuels ou reproductifs. Les femmes et les hommes sont continuellement aux prises avec une douleur physique et émotionnelle permanente et, malgré le soutien de leur groupe de pairs, doivent encore faire face quotidiennement aux traumatismes et aux difficultés socio-économiques et relationnelles.



Une réflexion particulièrement douloureuse pour les participante-s était que les hommes qui sont maintenant le seul parent d'enfants nés de relations forcées sont réduits au silence et laissés pour compte dans les interventions s'adressant uniquement aux femmes et à leurs enfants nés de la même relation forcée. Les participant-e-s ont longuement discuté des raisons qui font qu'il en est ainsi, réfléchissant à la raison d'être des interventions sexospécifiques (telles que formations, projets de génération de revenus, bourses d'études pour les enfants ou logement) axées sur les femmes et les enfants et excluant les hommes. Il a été signalé que les femmes étaient mieux organisées à cet égard et que, si des groupes de femmes s'efforçaient parfois d'intégrer les hommes, il était nécessaire de revoir de plus près les avantages ou les désavantages de travailler ensemble.

Des femmes ont souligné que les groupes de pairs étaient essentiels pour guérir et se sortir de la violence vécue pendant la guerre. Elles ont formé leurs propres groupes de plaidoyer car le soutien qu'elles recevaient du gouvernement et des ONG ne répondait pas à leurs besoins les plus pressants. Les femmes dans ses groupes informels s'aident les unes les autres à épargner de l'argent, à développer des compétences et à élever les enfants, autant d'aspects fondamentaux pour celles qui ne reçoivent pas beaucoup d'aide de la part de leur famille ou de leur nouveau mari.

La stigmatisation dont les enfants faisaient l'objet était de deux ordres. Premièrement, les circonstances de leur naissance faisaient qu'ils étaient stigmatisés comme étant des « enfants rebelles » et deuxièmement, la plupart n'avaient pas d'identité du côté paternel et il leur était donc difficile d'avoir accès non seulement à la terre et à d'autres droits ancestraux, mais aussi à obtenir des documents essentiels tels que les cartes d'identité nationales. Tant les participants que les participantes ont exprimé le désir de voir leurs enfants bénéficier des mêmes chances et des mêmes droits que tout autre enfant ougandais.

Dans leurs réflexions de la dernière journée du Séminaire d'été, les survivant-e-s participant-e-s ont signalé avoir trouvé un

nouveau sentiment de solidarité, de leadership et une volonté de continuer à plaider pour des réparations et des interventions améliorées. La plupart ont affirmé se sentir moins seuls ou isolés, ayant connu d'autres personnes qui partagent des expériences semblables. Elles/ils ont fait valoir que la seule façon de changer des présomptions problématiques au sujet de survivant-e-s, c'était de raconter leur propre histoire dans leurs propres mots.

Les participant-e-s ont affirmé que c'était la première fois que des hommes et des femmes avaient été réunis pour parler des relations qu'ils/elles entretenaient les un-e-s avec les autres. En conséguence, les divisions liées au genre qui existaient avant le Séminaire ont été transformées grâce à leurs échanges, ont indiqué les participant-e-s. Dans une réunion de débriefing tenue à la suite du Séminaire, des participant-e-s ont déclaré que « les hommes considéraient avant que le problème, c'était les femmes ; les femmes considéraient que le problème, c'était les hommes, maintenant nous ne faisons qu'un » et « nous voulons la paix, et être unis. » Finalement, les participant-e-s ont parlé du sentiment d'affinité qu'ils/elles éprouvaient depuis la fin de la guerre en raison de leurs expériences communes. Ils/elles ont affirmé qu'après le Séminaire d'été, ils/elles souhaitaient continuer à travailler ensemble en faveur de la justice sociale et ont formé un groupe communautaire.



Table ronde sur les enfants nés de relations forcées (de gauche à droite): Benard Okot, Ketty Anyeko, Evelyn Amony, Teddy Atim, Heleen Touquet, Godeliève Mukasarasi et Jean Fidel Uburivemwabo

Compte tenu de la justesse des constats du Séminaire au sujet des relations forcées du point de vue des hommes et des femmes, et du caractère novateur du modèle de mise à profit et de renforcement des relations au moyen d'échanges entre secteurs, disciplines et survivant-e-s, le Partenariat espère continuer à développer ces Séminaires d'été dans les années à venir. La dernière séance a porté sur les multiples façons dont les connaissances des survivant-e-s sont souvent facilement déformées ou utilisées par des chercheur-e-s, les médias où des décideurs de telle sorte qu'elles ne rendent pas compte de la diversité de leurs expériences vécues. Quelques survivant-e-s ont dit sentir qu'on les exploitait et que les reportages publics reproduisaient des représentations injustes. Ils/elles ont donc exprimé le désir de parler en leur propre nom et de se défendre par eux-mêmes et par elles-mêmes.

Nous tenons à remercier Erin Baines d'avoir rédigé ce numéro de l'infolettre

ECtG Infolettre numéro 3 | mai 2017